

## **Pierre Michel EISEMANN**

Né le 5 août 1946 à Paris (XIII<sup>e</sup>)

Nationalité française

eisemann@univ-paris1.fr

eisemann@wanadoo.fr



## **CURRICULUM VITAE**

### **ÉTUDES**

Lycée Claude Bernard, Paris (1957-1964).

Faculté de droit et des sciences économiques de Paris (1964-1970).

Columbia University Law School, New York (1971-1972).

### **TITRES ET DIPLÔMES**

Baccalauréat (philosophie), Paris (1964).

Licence en droit (droit public), Paris (1968).

Diplôme d'études supérieures de droit public, Paris (1969).

Diplôme d'études supérieures de science politique, Paris (1970).

Master of Laws (LL.M.), Columbia University (1972).

Doctorat d'État en droit, Paris (1980).

### **CARRIÈRE UNIVERSITAIRE**

Moniteur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris (1970).

Assistant à l'Université de Paris X (1970-1971 et 1972-1976) puis à l'Université de Paris V (1976-1981).

Maître-assistant à l'Université de Clermont I (1981-1983).

Agrégé des Facultés de droit, professeur aux Universités de Clermont I (1983-1986), de Caen (1986-1990), de Paris XIII (1990-1999) puis à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne (1999-2014). Professeur émérite de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne (depuis 2014).

Maître de conférences puis professeur à l'Institut d'Études Politiques de Paris (1975-2000).

### **ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES UNIVERSITAIRES**

Membre du Conseil constituant de la Faculté de droit de l'Université René Descartes-Paris V (1976) puis du Conseil de la Faculté (1976-1981).

Assesseur du Doyen de la Faculté de droit de l'Université René Descartes-Paris V (1980-1981).

Membre de la Commission pédagogique de la section « Relations internationales » de l'Institut d'Études Politiques de Paris (1982-1984 et 1986-1989).

Membre de la Commission de spécialistes (droit public) de l'Université de Clermont I (1981-1988), de l'Université de Caen (1988-1991), de l'Université Paris XIII (1990-2008), de l'Université de Toulouse I (1998-2008) et de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne (2000-2008).

Directeur du Diplôme d'études approfondies de droit public économique, Université de Paris XIII (1990-1999).

Directeur du Centre de droit international de l'Université Paris XIII (1990-2000).

Membre du Conseil de la Faculté de droit de l'Université Paris XIII (1992-1994).

Directeur de l'École doctorale « Droit et économie » de l'Université Paris XIII (1993-1996).

Membre du Conseil scientifique de l'Université Paris XIII (1991-1999) et vice-président dudit Conseil (1993-1999).

Vice-président de l'Université Paris XIII (1993-1999).  
 Directeur du Master professionnel 2 (ex DESS) d'administration internationale, Université Paris I (1999-2014).  
 Responsable du tutorat (études de droit), Université Paris I (2000-2010).  
 Directeur de l'École doctorale de droit international et européen de l'Université Paris I (2000-2010).  
 Membre du Conseil scientifique de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne (2005-2014).  
 Directeur du Département d'études internationales et européennes, École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) (2010-2014).

#### ACTIVITÉS ÉDITORIALES

Secrétaire de rédaction (1970-1984) puis membre du Comité de rédaction (depuis 1984) de l'Annuaire français de droit international.  
 Responsable de la « Bibliographie critique » de l'Annuaire français de droit international.  
 Membre du Comité scientifique du Yearbook of International Law and Jurisprudence (The Global Community).  
 Directeur de la collection « Classiques politiques et constitutionnels » (Éditions Economica).  
 Co-directeur de la collection « Droit international » (Éditions Economica).  
 Directeur de la collection « Études de droit international » (Brill/Martinus Nijhoff Publishers)

#### ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE À L'ÉTRANGER

Directeur d'études à l'Académie de droit international de La Haye (1994).  
 Directeur de recherche au Centre d'étude et de recherche de droit international et de relations internationales, Académie de droit international de La Haye (1996).  
 Professeur invité à la Faculté de droit de l'Université de Genève (1998).  
 Professeur invité à l'Académie de droit international de La Haye (2004).  
 Professeur invité aux XXXIX<sup>e</sup> Cours de droit international de l'Organisation des États américains, Rio de Janeiro (2012).  
 Conférences dans diverses universités.

#### ACTIVITÉS JURIDICTIONNELLES ET QUASI-JURIDICTIONNELLES

Membre de la Commission de conciliation et de bons offices chargée de rechercher la solution des différends qui naîtraient entre États parties à la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (depuis 1991). Président de la Commission (1998-2005).  
 Président de la Commission de recours de l'Union latine (1995-2013).  
 Juge assesseur à la Cour nationale du droit d'asile (depuis 2014)

#### ACTIVITÉS DIVERSES

##### *Conseil et expert*

Conseil du Gouvernement français dans l'arbitrage franco-canadien en l'affaire du filetage dans le golfe du Saint-Laurent (1986).  
 Conseil du Gouvernement français dans l'arbitrage franco-canadien en l'affaire de la délimitation maritime au large de Saint-Pierre-et-Miquelon (1992).  
 Expert juridique auprès de l'Organisation internationale de police criminelle ó Interpol (2003).  
 Conseil de l'Organisation internationale de la Francophonie (depuis 2014).

##### *Unesco*

Membre de la délégation française à la Conférence générale de l'UNESCO (depuis la 24<sup>ème</sup> session, 1987) ; président de son Comité juridique lors des 25<sup>ème</sup>, 26<sup>ème</sup>, 33<sup>ème</sup> et 38<sup>ème</sup> sessions ; rapporteur du Comité juridique lors des 28<sup>ème</sup>, 30<sup>ème</sup>, 31<sup>ème</sup>, 32<sup>ème</sup>, 34<sup>ème</sup>, 36<sup>ème</sup> et 37<sup>ème</sup> sessions.  
 Membre de la Commission de la République française pour l'UNESCO (1991-2010).  
 Membre du Groupe de travail *ad hoc* sur la structure et la fonction de la Conférence générale de l'UNESCO (1996-1997).  
 Membre de la délégation française à la réunion intergouvernementale d'experts concernant l'adoption d'une convention internationale contre le dopage dans le sport (2004).

Membre de la délégation française au Conseil exécutif de l'UNESCO, siégeant au Comité sur les conventions et recommandations (depuis la 176<sup>ème</sup> session, 2007).

Membre du Groupe conjoint d'experts UNESCO (CR)/ECOSOC (CESCR) sur le suivi du droit à l'éducation (2011-2012).

#### *Divers*

Membre de jurys d'admission (1984, 1985 et 1986) et de classement (1988) à l'École Nationale d'Administration.

Membre du jury de recrutement de secrétaires-adjoints du Ministère des Affaires étrangères (1988).

Membre du jury (droit public) du 5<sup>ème</sup> concours d'agrégation de sciences juridiques, économiques et de gestion du CAMES (Brazzaville, 1991).

Membre de la mission d'observation des élections législatives de 1992 au Burkina Faso.

Conseiller auprès du Chef de la Mission scientifique universitaire, Ministère de la recherche (2001-2002).

Responsable du secteur sciences humaines, Comité français d'évaluation de la coopération universitaire et scientifique avec le Brésil (COFECUB) (2007-2012).

#### PARTICIPATION À DES SOCIÉTÉS SAVANTES

American Society of International Law

Association des internationalistes

International Law Association

Société française pour le droit international

Société pour l'histoire des Facultés de droit et de la culture juridique

#### ACADÉMIES

Membre du Curatorium de l'Académie Xiamen de droit international public (2005-2008).

Membre correspondant de l'Académie des sciences politiques et sociales du Venezuela (depuis 2013).

#### DISTINCTIONS

Prix Georges Scelle, décerné par la Chancellerie des Universités de Paris (1974).

Prix de thèse, décerné par l'Université de droit, d'économie et des sciences sociales de Paris (1980).

Prix Lémonon, décerné par l'Académie des sciences morales et politiques, Institut de France (1983).

Prix René Cassin, décerné par l'Académie des sciences morales et politiques, Institut de France (1990).

Certificate of merit, décerné par l'American Society of International Law (1990).

Grand Prix Charles Aubert, décerné par l'Académie des sciences morales et politiques, Institut de France (2008).

Docteur *honoris causa* de l'Université nationale et capodistrienne d'Athènes.

Chevalier de la Légion d'Honneur

## PRINCIPAUX TRAVAUX ET PUBLICATIONS

### OUVRAGES

*Petit manuel de la jurisprudence de la Cour internationale de Justice*, préface de P. Reuter, Paris, Pedone, 1970, VIII-310 p. ; 4ème édition, 1984, XIV-394 p. (en collaboration avec Vincent Coussirat-Coustère et Paul Hur).

*Les sanctions contre la Rhodésie*, préface de M. Merle, Paris, Pedone, 1972, 154 p.

*La Rhodésie : évolution politique et constitution*, Paris, La Documentation française, 1975, 68 p. (« Notes et études documentaires », n° 4151-4152).

\* *L'organisation internationale du commerce des produits de base (Droit des accords intergouvernementaux producteurs/consommateurs)*, préface de S. Bastid, Bruxelles, E. Bruylant, 1982, 409 p. [thèse soutenue à l'Université de Paris II le 23 octobre 1980, sous la présidence de Madame S. Bastid].

*La convention des Nations Unies sur le droit de la mer (10 décembre 1982)*, Paris, La Documentation française, 1983, 204 p. (« Notes et études documentaires », n° 4703-4704).

*Répertoire de la jurisprudence arbitrale internationale / Repertory of International Arbitral Jurisprudence*, préface de S. Bastid, Dordrecht, Martinus Nijhoff Publishers (en collaboration avec Vincent Coussirat-Coustère)

- volume I (1794-1918), 1989, xxxiv-546 p.

- volume II (1919-1945), 1989, xxvi-872 p.

- volume III (1946-1988), 1991, xxxv/xvii-2031 p.

*L'intégration du droit international et communautaire dans l'ordre juridique national. Etude de la pratique en Europe / The Integration of International and European Community Law in National Legal Order. A Study of the Practice in Europe*, The Hague, Kluwer Law International, 1996, xii-587 p. (dir.).

*La succession d'Etats : la codification à l'épreuve des faits / State succession : codification tested against the facts*, The Hague, Dordrecht, Martinus Nijhoff Publishers, 2000, xxxviii-1012 p. (co-dir.).

*La mer et son droit. Mélanges offerts à Laurent Lucchini et Jean-Pierre Quéneudec*, Paris, Pedone, 2003, 712 p. (co-dir.).

*Commentaire de la convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (adoptée le 14 décembre 1960 par la Conférence générale de l'Unesco)*, Paris, Unesco, 2005, iv-80 p. (en collaboration avec Yves Daudet).

*La jurisprudence de la Cour internationale de Justice*, Paris, Pedone, 2008, xvi-1008 p. (co-dir.).

### ARTICLES ET CONTRIBUTIONS

L'enlèvement de personnes privées et le droit international, *Revue générale de droit international public*, 1972, pp. 336-400 (en collaboration avec Vincent Coussirat-Coustère).

Le statut d'Okinawa : de la souveraineté résiduelle à la restitution au Japon, *Annuaire français de droit international*, 1971, pp. 255-278.

C.I.J. : l'arrêt du 18 août 1972 en l'affaire de l'appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI (Inde c. Pakistan), *Annuaire français de droit international*, 1972, pp. 284-290.

Les effets de la non comparution devant la Cour internationale de Justice, *Annuaire français de droit international*, 1973, pp. 351-375.

L'arbitrage commercial international et le juge américain, *Droit et pratique du commerce international*, 1975, pp. 653-663.

V° Rhodésie, pp. 387-390 in *Universalis 1976*, Paris, Encyclopædia Universalis, 1976.

L'accord international sur le cacao, *Annuaire français de droit international*, 1975, pp. 738-766.

Le Nouvel Ordre Economique International en tant que concept politico-juridique, *Annuaire du Tiers Monde*, 1976, pp. 103-113.

Rhodésie : une libération nationale allo-déterminée ? *Annuaire du Tiers Monde*, 1976, pp. 333-341.

Le gentlemen's agreement comme source du droit international, *Journal du droit international (Clunet)*, 1979, pp. 326-348.

V° Diplomatie, pp. 660-662 in *Encyclopaedia Universalis*, tome V, Paris, 1980.

Note sous Conseil d'État, Assemblée, 18 avril 1980, Société Maxi-Librati Créations et autres, *Journal du droit international (Clunet)*, 1980, pp. 866-874.

\* Le Fonds commun pour les produits de base, *Annuaire français de droit international*, 1981, pp. 568-586.

Commentaire des articles 41, 48, 49 et 50 in J.-P. Cot et A. Pellet (dir.), *La Charte des Nations Unies. Commentaire article par article*, Paris, Economica, 1985 (2ème éd., 1991, xiv-1571 p.).

L'arrêt de la C.I.J. du 26 novembre 1984 (compétence et recevabilité) dans l'affaire des activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci, *Annuaire français de droit international*, 1984, pp. 372-390.

Crise du Conseil international de l'étain et insolvabilité d'une organisation intergouvernementale, *Annuaire français de droit international*, 1985, pp. 730-746.

La procédure devant les juridictions internationales permanentes (rapport général), pp. 103-165 in Société française pour le droit international, *Colloque de Lyon : La juridiction internationale permanente*, Paris, Pedone, 1987, viii-439 p. (en collaboration avec Vincent Coussirat-Coustère).

L'arrêt de la C.I.J. du 27 juin 1986 (fond) dans l'affaire des activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci, *Annuaire français de droit international*, 1986, pp. 153-191.

La dimension sociale des accords de produit de base, pp. 211-217 in A. Pellet et J.-M. Sorel (dir.), *Le droit international du développement social et culturel (Actes du Colloque du GERDIED des 11 et 12 mai 1990)*, Lyon, L'Hermès, 1997, 408 p.

L'épilogue de la crise du Conseil international de l'étain, *Annuaire français de droit international*, 1990, pp. 678-703.

Devoir d'ingérence et non-intervention : de la nécessité de remettre quelques pendules à l'heure, *Relations internationales et stratégiques*, n° 3, 1991, pp. 67-75.

La Convention de Stockholm relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la C.S.C.E. : quelques observations iconoclastes, pp. 219-229 in E. Decaux et L. A. Sicilianos (dir.), *La C.S.C.E. : dimension humaine et règlement des différends*, Paris, Montchrestien, 1993, 284 p.

Constitutional and other problems concerning the implementation of Maastricht : the French experience, pp. 137-140 in American Society of International Law / Nederlandse Vereniging voor Internationaal Recht, *Contemporary international law issues : opportunities at a time of momentous change. Proceedings of the second joint conference held in The Hague, The Netherlands, July 22-24 1993*, Dordrecht, Martinus Nijhoff Publishers, 1994, xv-471 p.

Table ronde « Réactions et témoignages », pp. 173-177 in Y. Daudet (dir.), *Les Nations Unies et le développement. Le cas de l'Afrique. Colloque des 3 et 4 décembre 1993*, (Rencontres internationales de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence), Paris, Pedone, 1994, 214 p.

Suzanne Bastid (1906-1995), *Journal du droit international (Clunet)*, 1995, n° 2 (non paginé).

National treaty law and practice : France, pp. 1-41 in M. Leigh and M. R. Blakeslee (eds), *National treaty law and practice. France, Germany, India, Switzerland, Thailand, United Kingdom*, Washington, American Society of International Law, 1995, XIV-267 p. (Studies in transnational legal policy, n° 27) (en collaboration avec Catherine Kessedjian).

La faisabilité des actions pour la restauration de l'Etat, pp. 111-115 in Y. Daudet (dir.), *Les Nations Unies et la restauration de l'Etat. Colloque des 16 et 17 décembre 1994* (Rencontres internationales de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence), Paris, Pedone, 1995, 190 p.

Les limites de la régulation internationale des cours de produits de base : l'exemple du cacao, pp. 88-95 in E. Schaeffer (dir.), *Relations entre économies industrialisées et économies en transition ou en développement. Aspects institutionnels et juridiques*, Bruxelles/Paris, Bruylant/Institut international de droit d'expression et d'inspiration françaises, 1995, 669 p.

L'Organisation des Nations Unies devrait-elle apprendre à faire la guerre ?, pp. 48-51 in *Spécial 50ème anniversaire de l'ONU*, Paris, Centre d'information des Nations Unies, 1995, 77 p.

Rapport de synthèse : La conclusion des traités, pp. 3-10 in P. M. Eisemann (dir.), *L'intégration du droit international et communautaire dans l'ordre juridique national. Etude de la pratique en Europe / The Integration of International and European Community Law into the National Legal Order. A study of the Practice in Europe*, The Hague, Kluwer Law International, 1996, XII-587 p.

Rapport national : France, pp. 241-286 in P. M. Eisemann (dir.), *L'intégration du droit international et communautaire dans l'ordre juridique national. Etude de la pratique en Europe / The integration of International and European Community Law into the National Legal Order. A study of the Practice in Europe*, The Hague, Kluwer Law International, 1996, XII-587 p.

Le système normatif de l'Organisation mondiale du commerce, pp. 53-73 in Société française pour le droit international, *Colloque de Nice : La réorganisation mondiale des échanges (Problèmes juridiques)*, Paris, Pedone, 1996, IV-337 p.

Bilan de recherches de la section de langue française, pp. 17-88 in Académie de droit international de La Haye, *Centre d'étude et de recherche de droit international et de relations internationales 1996. La succession d'Etats : la codification à l'épreuve des faits*, Dordrecht, Martinus Nijhoff Publishers, 1997, 179 p.

V° « Produit de base », in *Répertoire de droit international*, Paris, Dalloz, 1998, 11 p.

Les arrêts de la C.I.J. du 27 février 1998 en l'affaire Lockerbie ó Exceptions préliminaires (Libye c. Etats-Unis d'Amérique et c. Royaume-Uni), entretien, *L'observateur des Nations Unies*, n° 5 (automne-hiver 1998), pp. 167-184.

La contribution des Etats à la mise en œuvre des sanctions : le cas de la France, pp. 67-85 in R. Mehdi (dir.), *Les Nations Unies et les sanctions : quelle efficacité ? (Colloque des 10 et 11 décembre 1999)*, Paris, Pedone, 2000, 246 p. (Huitièmes rencontres internationales d'Aix-en-Provence).

V° « Engagements non contraignants », in *Répertoire de droit international*, Paris, Dalloz, 2001, 7 p.

Emprunts russes et problèmes de succession d'Etats, pp. 53-78 in P. Juillard et B. Stern (dir.), *Les emprunts russes. Aspects juridiques*, Paris, Pedone, 2002, 330 p.

Attaques du 11 Septembre et exercice d'un droit naturel de légitime défense, pp. 239-248 in K. Bannelier *et al.* (dir.), *Le droit international face au terrorisme*, Paris, Pedone, 2002, VI-356 p.

L'environnement entre terre et mer. Observations sur l'instrumentalisation tactique du Tribunal de Hambourg, pp. 221-238 in *La mer et son droit. Mélanges offerts à Laurent Lucchini et Jean-Pierre Queneudec*, Paris, Pedone, 2003, 712 p.

National treaty law and practice : France, pp. 253-316 in D. B. Hollis, M. R. Blakeslee and L. B. Ederington (eds), *National treaty law and practice. Dedicated to the memory of Monroe Leigh*, Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, 2005, xvii-837 p. (en collaboration avec Raphaële Rivier).

Article 41, pp. 1195-1242 in J.-P. Cot, A. Pellet et M. Forteau (dir.), *La Charte des Nations Unies. Commentaire article par article*, 3<sup>ème</sup> éd., Paris, Economica, 2005, xx-2363 p. (en collaboration avec Evelyne Lagrange).

Peut-on parler d'un « système » des Nations Unies ?, pp. 67-78 in R. Chemain et A. Pellet (dir.), *La Charte des Nations Unies, constitution mondiale ?*, Paris, Pedone, 2006, 237 p.

L'état de droit en situation de crise, pp. 431-434 in Société française pour le droit international, *Colloque de Bruxelles. L'état de droit en droit international*, Paris, Pedone, 2009, 448 p.

L'indépendance du Kosovo. Le point de vue du juriste, pp. 107-119 in Société française pour le droit international, *Journée d'études de Paris. Droit international et relations internationales. Divergences et convergences*. Paris, Pedone, 2010, 156 p.

L'avis de la Cour internationale de Justice concernant la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo : une nouvelle fleur de Lotus ?, pp. 281-292 in E. Rieter and H. de Waele (eds), *Evolving principles of international law. Studies in honour of Karel C. Wellens*, Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, 2012, xxviii-320 p.

Quelques observations sur les mesures conservatoires indiquées par la Cour de La Haye, pp. 121-136 in N. Boschiero et al. (eds), *International courts and the development of international law. Essays in honour of Tullio Treves*, Berlin, Springer, 2013, xxxix-951 p.

Quelques observations sur une procédure discrète de promotion des droits de l'homme: la « procédure 104 » de l'Unesco, pp. 707-732 in J.-F. Akandji-Kombé (coord.), *L'homme dans la société internationale. Mélanges en hommage au Professeur Paul Tavernier*, Bruxelles, Bruylant, 2013, xxxiv-1624 p.

El rol del derecho en las organizaciones internacionales, *Boletín de la Academia de Ciencias Políticas y Sociales* (Caracas) (à paraître).

La détresse en droit international, *Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye*, Leiden, Martinus Nijhoff Publishers (à paraître).

## PRÉFACES ET AVANT-PROPOS

Aïssa Khodri, *L'égalité souveraine des Etats et la solidarité internationale pour le développement*, Alger, Office des publications universitaires, 1990, 338 p.

Karel C. Wellens, *Résolutions et déclarations du Conseil de sécurité (1946-1992). Recueil thématique*, Bruxelles, Bruylant, 1993, xl-991 p.

Olivier Paye, *Sauve qui veut ? Le droit international face aux crises humanitaires*, Bruxelles, Bruylant/Editions de l'Université de Bruxelles, 1996, xvi-315 p.

Henri La Fontaine, *Pasicrisie internationale. Histoire documentaire des arbitrages internationaux 1794-1900*, The Hague, Martinus Nijhoff Publishers, 1997, xx-670 p. (réédition de l'édition de 1902).

Evelyne Lagrange, *Les opérations de maintien de la paix et le chapitre VII de la Charte des Nations Unies*, Paris, Montchrestien, 1999, xi-181 p.

Géraldine Deniau-Maroudis, *L'autonomie palestinienne intérimaire dans la bande de Gaza*, Paris, Montchrestien, 1999, ix-189 p.

Alessandro Buzzi, *L'intervention armée de l'OTAN en République fédérale de Yougoslavie*, Paris, Pedone, 2001, ix-277 p.

Photini Pazartzis, *La succession d'Etats aux traités multilatéraux (à la lumière des mutations territoriales récentes)*, Paris, Pedone, 2002, 240 p.

Anne-Charlotte Martineau, *Les juridictions pénales internationalisées. Un nouveau modèle de justice hybride ?*, Paris, Pedone, 2007, xv-300 p.

Hélène De Pooter, *L'emprise des Etats côtiers sur l'Arctique*, Paris, Pedone, 2009, 200 p.

Lucie Delabie, *Visions américaines du droit international*, Paris, Pedone, 2011, 506 p.

Sarah Cassella, *La nécessité en droit international. De l'état de nécessité aux situations de nécessité*, Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, 2011, xiv-578 p.

Géraldine Giraudeau, *Les différends territoriaux devant le juge international. Entre droit et transaction*, Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, 2013, x-548 p.

Marine They, *Le contrôle des communautés autochtones sur leurs terres et ressources naturelles*, Paris, Pedone, 2013, 122 p.

Athina Chanaki, *L'adaptation des traités dans le temps*, Bruxelles, Bruylant, 2013, xxii-442 p.

Saïda El Boudouhi, *L'élément factuel dans le contentieux international*, Bruxelles, Bruylant, 2013, xx-360 p.

Hélène De Pooter, *Le droit international face aux pandémies : vers un système de sécurité sanitaire collective ?*, Paris, Pedone, 2015, 562 p.

Anne-Marie Thévenot-Werner, *Le droit des agents internationaux à un recours effectif. Vers un droit commun de la procédure administrative internationale*, Leiden, Brill Nijhoff, 2016 (à paraître).

RAPPORT NON PUBLIÉ

Étude relative à l'action normative de l'Unesco (1993).

[28/08/2015]